



## EDWARD DJEREJIAN

Président fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur américain en Syrie

**Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)***

Merci. Nous y reviendrons plus tard et nous nous efforcerons également de déterminer quels seront les rôles respectifs de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite dans une région en mutation. Pour l'instant, passons à la question des acteurs extérieurs. Ed, vous avez été Secrétaire d'État adjoint aux Affaires du Proche Orient sous James Baker à un moment où nous avions de vifs espoirs de paix. Vous avez aussi été ambassadeur en Syrie et en Israël et vous avez été en charge du Moyen-Orient au James Baker Center for Public Policy depuis que vous avez quitté le gouvernement. Vous n'avez probablement pas toujours été satisfait de la politique américaine dans la région. Depuis Houston, quelle est votre opinion sur la manière dont Washington fait face aux changements au Moyen-Orient ?

**Edward DJEREJIAN, Président fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur américain en Syrie**

Merci, Volker. J'aimerais rebondir sur un point que vous avez mentionné au début et que Thierry a évoqué dans ses remarques en parlant du problème de définition que nous pourrions avoir avec ce que nous appelons le Printemps arabe ou le Réveil arabe. J'ai récemment partagé la tribune avec Son Altesse Royale le Prince Turki et je dois avouer que, quand j'ai fait référence au Réveil arabe, il m'a regardé en déclarant « Oh, je ne m'étais pas rendu compte que j'avais dormi durant toutes ces années ». J'emploierais donc dorénavant le terme « Printemps arabe ».

Je vais m'efforcer de préciser l'approche du gouvernement américain face au Printemps arabe. Tout d'abord, je ne pense pas qu'une stratégie cohérente ait été élaborée. Pour décrire l'approche de Washington, nous devons nous rappeler qu'il existe deux grandes catégories – ou orientations. La première, ce sont les valeurs et principes de l'Amérique. Après tout, nous sommes un pays né d'une révolution, fondé sur la liberté, les droits de l'Homme, l'égalité devant la loi, etc. La politique des États-Unis face au Printemps arabe sera donc déterminée en grande partie par leur longue tradition historique de promotion de ces libertés individuelles qu'ils défendent. Je pense que c'est une des clés de la politique étrangère américaine face au Printemps arabe.

La seconde grande orientation, franchement, ce sont les intérêts liés à la sécurité nationale et ceux-ci sembleront parfois en contradiction avec ce que nous faisons. Cependant, je rejoins entièrement Amr Moussa et le Prince Turki lorsqu'ils disent que les États-Unis doivent porter un regard plus différencié sur le Printemps arabe – il n'y a pas de modèle universel. Si vous analysez les actions récentes de Washington, vous constaterez que cette différenciation est à l'œuvre. Par exemple, après le départ du Président Mubarak, nous avons travaillé en Égypte en étroite collaboration avec l'armée égyptienne. Nous avons des liens très étroits avec elle depuis de nombreuses années et je pense que cette relation a peut-être contribué à faciliter la situation lorsque les militaires sont devenus le vecteur de la transition politique. En Tunisie, c'était analogue. En Libye, notre Secrétaire à la Défense, Bob Gates, a dit – la phrase est restée fameuse - que les États-Unis n'ont pas d'intérêts vitaux en Libye et qu'ils ne prendraient donc pas la tête des opérations, mais qu'ils comptaient sur les partenaires européens, notamment la France et le Royaume-Uni, et

l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour le faire. Aux États-Unis, les opposants du Président Obama l'ont accusé de « diriger en coulisses », mais je pense à titre personnel que c'était la bonne décision. Les États-Unis n'ont pas à être en première ligne dans tous ces entreprises. Si l'on examine la situation dans son ensemble, on constate que l'engagement militaire américaine reste très fort en Irak, où nous espérons qu'il arrive à son terme, pareillement en Afghanistan. Ce serait donc peut-être même hasardeux pour les États-Unis de se lancer dans une nouvelle opération militaire et une fois de plus dans un pays arabe ou musulman.

Je pense que cette politique de différenciation sera une constante quel que soit le gouvernement en place à Washington. Voyez notre attitude vis-à-vis du Bahreïn, qui a été pour l'essentiel de la rhétorique. Nous avons pressé le Roi de Bahreïn de nouer le dialogue avec les protestataires, de leur parler, de négocier avec eux, tout en étant très conscients de deux faits : d'une part, un de nos plus proches alliés au Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite, soutenait le régime en place à Bahreïn, et, d'autre part, le quartier général de la Cinquième Flotte des États-Unis est à Manama, au Bahreïn. Il y a donc des intérêts liés à la sécurité nationale que tout Président des États-Unis va devoir manifestement mettre soigneusement en balance avec ce que j'appelle le long cours de l'histoire.

Enfin, comme Son Altesse Royale l'a dit, il est impératif de réformer. Comment des pays comme les États-Unis, la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, peuvent-ils, de l'extérieur, élaborer des politiques réalistes et efficaces vis à vis du Printemps arabe ? Je pense que le développement économique et social aura un rôle beaucoup plus important à jouer que les alliances politiques. Comme Amr Moussa l'a dit, la réforme politique ne peut aller sans réformes économiques. Elles doivent donc toutes être menées de front et, selon moi, c'est sur le plan de ces réformes que les pays extérieurs peuvent probablement aider les différents pays arabes.

Nous ne devons pas oublier que le dialogue et les discours politiques jouent un rôle central dans le Grand Moyen-Orient pour la résolution de la question palestinienne et du conflit israélo-arabe. Bien que cela n'ait pas été au tout premier plan des revendications des protestataires manifestant dans les rues du monde arabe, cela pourrait devenir un enjeu majeur susceptible de nourrir les forces de tous bords, séculières ou religieuses, poussant à la radicalisation au Moyen-Orient. La résolution des conflits, notamment de la question palestinienne, doit être un impératif de la politique américaine.